

ALFRED REBOUX
Propriétaire-Gérant

ABONNEMENTS :

Roubaix-Tourcoing : Trois mois . . . 13.50
Six mois . . . 26.00
Un an . . . 50.00

Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne, trois mois . . . 15 fr.
La France et l'Étranger, les frais de poste en sus.

Le prix des Abonnements est payable d'avance. Tous Abonnements continus, jusqu'à réception d'avis contraire.

JOURNAL

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL

Le JOURNAL DE ROUBAIX est désigné pour la publication des ANNONCES LEGALES et JUDICIAIRES

ROUBAIX 30 AVRIL 1876.

Bulletin du jour

Le Journal de Paris a publié hier une déclaration de son rédacteur en chef qui explique les motifs pour lesquels ce journal cesse de paraître. Cette décision était prévue depuis longtemps, mais les raisons que M. Edouard Hervé invoque pour la justifier sont d'un caractère trop grave pour que la presse départementale les laisse passer sans commentaire.

M. Edouard Hervé annonce qu'il suspend volontairement la publication du Journal de Paris parce que cet organe ne représenterait plus aujourd'hui qu'une politique vaincue. Telle est, en substance, la raison majeure qui a inspiré sa détermination. Selon M. Hervé, la politique conforme aux traditions de la monarchie constitutionnelle, de la monarchie telle qu'elle fut inaugurée et pratiquée en France, pendant une période longue et prospère et à partir de 1815, ne peut plus être exposée ni défendue efficacement jusqu'en 1880. Et pourquoi? est-on porté dès l'abord à se demander; parce que, dit en somme M. Hervé, la République existe.

Nous ne saurions vraiment approuver de telles façons de voir. Quoi! parce qu'une forme de gouvernement qui ne fut jamais que transitoire, négation de l'ordre, de la liberté, du progrès intellectuel et social, est établie provisoirement et grâce à un concours de circonstances encore plus étranges que funestes, il conviendrait à ceux qui la jugent au point de vue des traditions historiques comme des précédents contemporains, et qui en attendent ce qu'elle peut et doit donner, c'est-à-dire des catastrophes, il leur conviendrait de courber la tête devant le fait et d'attendre dans une inaction de fakirs que les fruits sortent des œuvres. Il y a un fait, dit-on. Belle raison, mais n'est-ce pas le cas de rappeler le proverbe *Bête comme un fait!* Une telle argumentation, d'ailleurs, ne résiste pas à l'analyse et ne saurait, en aucun cas, être appliquée à l'ordre politique. La politique, nous l'avons dit cent fois, est l'art de prévoir et de préparer, ou elle n'est rien. Or, n'est-ce pas à corriger le fait de la veille par le fait du lendemain que se sont appliqués, que s'appliquent tous les politiques passés, présents et futurs? Et, d'ailleurs, que faisait M. Hervé sous l'empire alors qu'il fondait le Journal de Paris? L'empire était un fait, un fait bien autrement solide et indestructible que le fait actuel. M. Hervé se révolta pourtant contre ce fait et l'événement lui donna raison, puisque le fait a disparu.

Le raisonnement de M. Edouard Hervé ne vaut rien. Si nous étions moins convaincus de la fidélité de son esprit aux convictions monarchiques, nous dirions que ce raisonnement ne voile qu'imparfaitement une défaillance. Pour être conséquent avec lui-même, M. Edouard Hervé aurait dû conseiller à tous les journaux qui, en France, représentent les mêmes opinions que le sien, à tous les journaux orléanistes et légitimistes, de cesser de paraître. Son

parti se fut ainsi plus parfaitement conformé à ce qui est à ses yeux l'exigence du fait. Il ne l'a pas fait, pourtant. Et pourquoi, sinon parce qu'il a insu l'insubordination de l'influence de la raison même en s'essayant dans une argumentation déraisonnable.

Qu'a-t-il depuis quelque temps dans la presse le secret de la comédie que le Journal de Paris n'était pas, pour une cause ou pour une autre, dans une situation prospère. Eh bien! nous en sommes loués M. Hervé de déclarer franchement et brutalement que son journal disparaissait parce qu'il manquait des ressources nécessaires pour subsister. C'eût été net, c'eût été digne d'un homme de talent qui a tenu parmi les membres de la presse contemporaine un rang distingué, une place enviable. Mais nous déplorons sincèrement que, forcé de déserter l'armée où de plus humbles que lui pourtant ont l'ambition de se maintenir, M. Hervé ait invoqué des raisons que l'hostilité des partis dénaturera sans doute et fera tourner au détriment des idées qu'il a servies.

Le rapport de M. Paris a été publié. C'est une réponse indirecte, timide et malheureusement peu efficace aux déclamations de la presse révolutionnaire au sujet de l'amnistie. M. Paris a écrit une véritable consultation de juriste sur le respect dû à la chose jugée, un véritable plaidoyer en faveur du droit de grâce. C'était autrement, à notre avis, qu'il convenait de procéder. Il eût fallu retracer sommairement toutes les horreurs de la Commune, relever dans les procès-verbaux des conseils de guerre les articulations des témoins et les réponses des accusés, établir le caractère des faits incriminés et le cynisme des hommes punis et adjoindre l'opinion publique de conclure, de décider sur une simple question de morale débatue entre les assassins et les juges. C'est là le point de vue où l'on devait envisager la question soulevée par MM. Victor Hugo et Raspail. C'est le point de vue de la sincérité. M. Paris a préféré se placer au point de vue de la politique du centre gauche. M. Paris, en somme, implore l'indulgence des assassins en faveur des juges. Le centre gauche sera toujours sentimental et conciliateur.

Jusqu'ici les conseils généraux n'ont pas émis de vœux illégaux. Mais il est à croire que la présente session ne se terminera pas sans quelques scandales de cette nature.

On annonce que M. le Président de la République a résolu d'attacher à sa maison militaire deux officiers de l'armée territoriale.

M. Viellard-Migeon, qui s'était retiré pour assurer l'élection au Sénat de M. Thiers, se présente au scrutin du 7 mai, à Bellfort, pour remplir la vacance que la démission de M. Thiers a fait dans cette circonscription territoriale.

Nous lisons dans la Gazette d'Aurigny :

M. le général de division Sol, du cadre de réserve, a succombé ce matin, dans notre ville, à une longue et douloureuse maladie.

M. le général Sol a été tué par la mort le protestantisme, auquel il appartenait.

LETTRE DE PARIS

Correspondance particulière du Journal de Roubaix.

Paris, 29 avril 1876.
Nous avons le préjudice des débats qui se préparent dans les deux Chambres à propos de l'amnistie. Républicains constitutionnels et républicains radicaux échangent les plus grosses injures dans leurs journaux et se livrent à des menaces qui, si les uns ou les autres devenaient les maîtres, pourraient bien aboutir à des représailles sanglantes, comme de 1792 à 1795. C'est toujours la même histoire. Vous ne voulez pas de la monarchie et vous vous décidez vous-mêmes à coups de République.

Il ne s'agit plus seulement d'amnistier les communiards déportés dans la Nouvelle-Calédonie. Voilà M. Gambetta qui veut proposer de modifier la législation afin de pouvoir amnistier même les contumax.

Le citoyen Floquet prépare un violent plaidoyer pour défendre, le 3 mai, les Droits de l'Homme poursuivis au sujet du compte-rendu de la réunion de la rue d'Aras et de la publication du discours du docteur Robinet. Le citoyen Floquet doit plaider l'incompétence de la police correctionnelle, la nouvelle loi sur le jugement des délits purement politiques.

A quoi servent les concessions à la Révolution?

Les feuilles radicales comparent maintenant le ministre Dufaure-Ricard au ministre Emile Olivier-Buffet.

Un nouveau journal conservateur va paraître dans Deux-Sèvres, à Thouars, sous ce titre : *Le Conservateur de l'arrondissement de Bressuire*.

Par malheur, un autre journal monarchique, qui occupait une place distinguée dans la presse des départements, *l'Impartial du Loiret*, cesse de paraître. J'espère que ce n'est qu'une suspension et que nos amis sauront le replacer sur la brèche.

Le régime de don Alphonse sera éphémère, plus éphémère peut-être que celui de don Amédée. C'est la conviction générale en Espagne, même dans les cercles officiels, et la finance vient de saluer le projet de M. Salaverra par une baisse désastreuse. Le 3 0/0 est tombé à 13 50.

Deux autres épées de Damoclès menacent le fils de dona Isabel : l'unité catholique, les Fuegos.

L'article XI de la Constitution, que les Cortès discutent en ce moment, ne saurait contenter ni les Alphonstistes partisans de l'unité, ni les radicaux ou républicains partisans de la liberté religieuse.

Quant à la question des fueros, elle a tellement exaspéré les provinces, que les libéraux de Bilbao, San Sébastien, Pampelune et Vitoria qui ont combattu à outrance l'armée carliste, disent publiquement que le jour où les Cortès les supprimeront, ils feront cause commune avec leurs ennemis d'hier.

Il est évident que le grand parti carliste est appelé à recueillir la succession du collégien de Vienne, que le prononciamento de Sergento a fait en quelques heures roi constitutionnel, ou plutôt roi de la révolution espagnole. Nos ennemis prouvent de plus en plus la vérité de cette prévision par l'acharnement avec

lequel ils attaquent les chefs carlistes les plus dignes et les plus dévoués au roi Charles VII.

Parmi les généraux qu'ils désignent comme ayant demandé à reconnaître don Alphonse, les feuilles officieuses n'ont pas craint de citer le défenseur de la Séo-d'Argel, le général Lizarraga, et le secrétaire de campagne de S. M., général Yparaguire.

Ces deux braves généraux ont envoyé aux journaux une énergique protestation contre la nouvelle république par les feuilles alphonstistes.

P.-S. — On annonce que la compagnie des paquebots transatlantiques doit distribuer un dividende de 12 fr. 50, payable 5 fr. au mois de juillet prochain, et 7 fr. 50 en janvier 1877.

DE SAINT-CHÉRON.

ÉTRANGER

Lettres de Berlin

Chronique scandaleuse du vieux-catholicisme.

— La mendicité à Berlin.

On nous écrit de Berlin, le 25 avril 1876 :

Les journaux catholiques ont rendu le 14 courant un compte de la messe dite à 11 heures, pour y proposer son paragraphe des vœux, des objets à recueillir, dont une moitié devait être octroyée aux vieux-catholiques. M. l'abbé Zagermann ayant déclaré aux autorités qu'il ne voulait point ouvrir l'église, une cérémonie, qu'on avait amené à tout hasard, fut chargée de forcer les portes; cela dura deux heures. Vers le soir, le paragraphe était opéré. On ne retrouva pas dans l'église différents objets, comme, par exemple, le saint ciboire. Pendant la cérémonie, des femmes et des enfants ont été considérablement blessés devant le grand portail; le plus grand pleuraient et proféraient des malédictions. Sur ces entrefaites, le curé de la paroisse revint de Berlin, où il s'était rendu pour protester contre la mesure ordonnée par le président supérieur; il en rapporta la nouvelle qu'il avait été donné au président supérieur de suspendre jusqu'à plus ample informé l'effet de la décision prise par rapport à l'église catholique de Königsberg; de telle sorte que c'est maintenant aux vieux-catholiques de cette ville à gémir et à murmurer sur les *sois scripturales* du gouvernement prussien, qui, effrayé sans doute par le scandale de Wiesbaden, hésite à expérimenter à petit bruit les catholiques du royaume.

D'autre part, on écrit de Saint-Jean-Saarbrück à un organe libéral l'édifiant histoire que voici : « Il y aura bientôt entre les vieux et les nouveaux catholiques une contestation qui se terminera sans doute par la cession de l'église Saint-Jean aux vieux-catholiques.

Depuis quelque temps déjà, ces derniers se font sur la loi, demandaient qu'on les autorisât à se servir de l'église en question et des ustensiles sacrés; la requête a été renvoyée par le président supérieur de la Province rhénane au landrath de Saarbrück, pour être approuvée par celui-ci ou modifiée dans le sens d'un accommodement entre les deux parties. Mais, selon la maxime connue des ultramontains, qui considèrent comme un sacrilège le partage de leurs églises avec les vieux-catholiques, et conséquemment ne veulent point s'entendre avec leurs *nétestés* adversaires, l'assistance des autorités sera vraisemblablement nécessaire ici, comme elle l'a été récemment à Wiesbaden. Nous ne croyons pas qu'en cette occasion l'autorité légale renonce de la part d'une population fanatisée catholique et romaine (sic) de la résistance ouverte. Notre communauté vieille-catholique fait des progrès lents, mais non interrompus. Avant peu, il nous arrivera du ministère des cultes un supplément de 900 marcs à ajouter aux honoraires du prêtre que doit avoir prochainement la communauté. Jusqu'à présent, c'est un curé de Kaiserslautern, dans le Palatinat, qui nous a prêté son ministère; mais à raison de nombreux inconvénients, et surtout de l'absence de tout communisme, nous avons résolu d'écrire cet ecclésiastique pour notre curé, et, dès qu'il résidera au milieu de nous il touchera la subvention de l'Etat en question. » Que pense-t-on d'un cynisme si naïf, et de l'assurance où est le correspondant de la feuille libérale de voir le

prêtre vieux-catholique de Kaiserslautern consentir à être élu par la communauté de Saarbrück pour l'amour de la subvention de 900 marcs?

Les méchants à domicile et les joueurs d'orgue de barbarie sont une des nombreuses plaies qui affligent Berlin. La capitale de l'empire n'est point faite pour les per onnes dont le cœur est trop sensible ou l'oreille trop musicale. On a à supporter de la part des premiers un siège d'un nouveau genre; c'est d'ordinaire aux sons de la *Wacht am Rhein*, le grand morceau de tous les orgues de Berlin, que, par une ironie du sort, on est obligé de payer son tribut à des manchots, boiteux et autres écloppés de la guerre franco-allemande.

Ceux-ci pourtant se contentent de peu, comme le sage d'Horace, et l'on sait s'en débarrasser à bon compte; mais il est encore deux espèces de méchants, les plus insupportables qui se puissent concevoir, et dont vous ne permettez de vous toucher quelques mots. Les uns portent des lunettes, sont mis comme tout le monde, et, avant d'aborder la question d'argent, ils vous demandent un quart d'heure d'audience; pas une minute de plus, car ils ont soin d'ajouter qu'ils seraient désolés de vous faire perdre un temps si précieux sans aucun doute. Comme vous, ne vous doutez de rien, vous leur accordez l'audience demandée, et lorsque vous reconnaissez votre erreur, quel moyen de refuser un assez grosse somme à un monsieur qui fait appel à votre générosité dans un langage pathétique et en vous prodiguant les *admirables* de noble d'air.

Autre espèce, que l'on peut appeler les méchants in absentia, mais pas moins nombreux que la précédente, ces gens-là vous dépeignent un petit garçon ou une petite fille, se gardant bien de paraître eux-mêmes; l'enfant, d'ordinaire très-effronté, tire la sonnette avec force. « C'est bien ici que demeure M...? dit-il d'un ton dégagé après un petit salut; Mme X... Jaegerstrasse, 11, me charge de vous remettre ceci. » Ceci est une grande feuille de papier imprimé sur laquelle est écrite la longue histoire des infortunes de Mme X... La lettre se termine par une demande de secours, comme de juste. Vous êtes surpris, la vingtaine fois aussi bien que la première, de cette façon d'être de mendier, et vous donnez votre obole. Voilà pour les méchants à domicile; quant à ceux des rues, leur importance, quoiqu'elle soit moins grande, ne laisse pas d'être gênante, à tel point que les journaux de Berlin ne se lassent pas d'invoquer le secours de M. de Madai contre cette peu intéressante corporation; il est probable que le président de police berlinois utilisera son séjour à Paris en étudiant la manière dont on parvient à y guérir partiellement cette plaie de la mendicité.

BULLETIN ÉCONOMIQUE

PHILADELPHIE. — En présence de l'Exposition qui s'ouvre à Philadelphie, il n'est pas sans intérêt de connaître quelle est l'importance de nos relations commerciales avec les Etats-Unis en général et Philadelphie en particulier.

Voici à ce sujet d'intéressants détails que nous puisons dans un rapport rédigé au ministère de l'Agriculture et du Commerce.

Philadelphie, le siège des idées protectionnistes, semblerait devoir occuper le premier rang; mais on remarquera avec quelque surprise que New-York, le centre des idées libre-échangistes en Amérique, est la plus grande ville manufacturière des Etats-Unis et qu'il surpasse Philadelphie de plusieurs millions dans la masse de ses produits. Ces deux villes cependant marchent très près l'une de l'autre dans les statistiques. Chacune d'elles possède environ les trois cinquièmes de l'industrie de l'Etat dans lequel elle est située. Saint-Louis occupe le troisième rang. Les quatrième, cinquième et sixième sont occupés par trois comtés du Massachusetts : le comté de Middlesex, le comté de Suffolk et le comté d'Essex, qui renferment de grandes villes manufacturières, lesquelles réunissent ensemble trois cinquièmes de la fabrication totale du Massachusetts et égalent à peu près celle de Philadelphie.

En ce qui touche spécialement Philadelphie, M. Lacathou de la Forest, notre consul à New-York, s'exprime ainsi :

« Les trois quarts des exportations sont transportées sur bâtimens étrangers. Le pétrole est le plus important des articles d'exportation de Philadelphie. Elle n'exporte pour ainsi dire que du pétrole épuré dont la France prend la plus grande part. Après le pétrole, les céréales sont les principales sources du commerce d'exportation de Philadelphie; les autres articles sont : le fer, le cuivre, le tabac, le suif. L'article d'importation le plus important est le sucre, puis viennent : fer et acier, mélasses, dry-goods, soda et sels, étain, laine, fruits. Ajoutons que le commerce d'importation de Philadelphie se fait avec l'Angleterre et les Antilles.

« Le commerce de la France avec les Etats-Unis peut en moyenne se résumer comme suit :

— Importations des Etats-Unis en France, commerce spécial, 200,000,000; importations de France aux Etats-Unis, 300,000,000.

« Tout dernièrement les Etats-Unis occupaient le troisième rang parmi les pays qui entretiennent des relations commerciales avec la France. Ils sont classés, comme importance, après l'Angleterre, l'Algérie et l'Italie et avant l'Espagne, la Turquie, la Russie, l'Allemagne et la Suède.

« La plus grande partie de l'intercourse entre les Etats-Unis et la France se fait par le port du Havre. Viennent ensuite Bordeaux et Marseille. »

Conseil général du Nord.

Stance de nuit du 27 avril 1876.

PRÉSIDENCE DE M. Plichon.

Le Conseil général s'est réuni à huit heures.

M. MAILLET a proposé au Conseil de continuer, à la Commission des chemins de fer prise dans le sein du Conseil, ses pleins pouvoirs pour traiter, avec la Compagnie du chemin de fer du Nord, afin d'arriver à l'achèvement complet des lignes secondaires d'intérêt local, non comprises dans les lignes déjà cédées à la Compagnie.

Il a fait observer avec raison, qu'il y a convenance à faire cette offre à la Compagnie, aujourd'hui, qu'on est déjà en traité avec elle, et, qu'enfin la Compagnie ayant déjà les lignes les meilleures, on trouverait difficilement, en dehors d'elles, des conditions avantageuses, pour des exploitations moins lucratives.

Ces propositions sont adoptées.

M. DUTILLEUL défend le régime actuel de perception de l'impôt sur les bières, à Lille, et assure qu'il n'y a ni fraude chez les brasseurs, ni chiffres inexacts dans les relevés des quantités de bière livrées à la consommation lilloise. Pourquoi, dès lors, laisser aux vexations inutiles de l'exercice, des industriels honnêtes qui représentent une branche considérable du commerce local?

M. PIERRE LEGRAND défend la demande de l'administration municipale; il prouve par des chiffres, qui ne peuvent être réfutés, qu'une grande quantité des bières livrées à la consommation lilloise échappent à l'impôt. Il y a certainement des brasseurs très-honnêtes dans leurs déclarations, mais il y en a de moins scrupuleux. Il est certain que le retour à l'exercice donnera à la ville une augmentation de plus de 200,000 francs de revenu.

Feuilleton du Journal de Roubaix
DU 1^{er} MAI 1876.

— 6 —

Chevaliers de l'écritoire

II

LE BERCEAU DE RÉMIE.

(Suite).

Il lui fallait des hommes perdus dans leur conscience, mais non des gens publiquement tarés. Le marteau de l'hygiène ne trépassait sur la plupart des épaules de ceux qu'il destinait à remplir le rôle de cariatides de son journal. Si, pour tous ceux qui fondent un organe littéraire, la diversité des sujets à traiter augmente la difficulté de grouper des écrivains différents et de les unir par un lien solide quoique invisible, celui qui se met à la tête d'une organisation pareille à celle de Jean de Falais voit doubler les embarras et reculer devant lui la solution cherchée.

L'ancien ami de Rumiard ne voulait pas prendre immédiatement la plume pour formuler ses idées. Il lui convenait d'abord de mettre en avant des pionniers accoutumés à ce labeur. Les premiers rédacteurs dont il dut se munir furent des écrivains politiques, puis des économistes; il songea ensuite au feuilleton et parcourut la liste des fai-

seurs. Il choisit pour futur chroniqueur, car la chronique est l'âme médisante d'un journal, un garçon fin, adroit, habile à la grimace comme un singe, mince comme un furet, s'insinuant quand il n'entraît pas, et possédant plus que personne l'art d'envelopper une calomnie dans les langes de l'innocence, et de distiller le venin dans une coupe de miel.

Il voulait que l'on traitât les questions de science dans son journal, mais il lui fallait des savants matérialistes. Enfin la place élastique à laquelle on garde le titre de *Variétés* fut réservée aux éventualités de la rédaction.

Ce n'avait pas été une chose facile pour des refus de Lucien. Le banquier, soutenu par le souvenir de l'entretien qu'il avait eu la veille avec sa femme, offrit de l'argent, mais refusa d'abord toute combinaison commerciale ou littéraire. Robert jouait sa dernière partie, n'accepta pas un compromis. Il voulait mettre les deux pieds dans le ménage de Rumiard, se faire un appui du banquier, une silencieuse complice de sa femme, et jouer son personnage sans courir le risque d'être déavoué ou abandonné.

Lucien avait, nous l'avons dit, de grandes lâchetés dans le caractère. Elles devenaient plus nombreuses à mesure qu'il avançait dans la vie, sans doute parce que ses motifs de crainte augmentaient. Tout ce qui restait encore de

bon en lui s'éveilla à la voix de sa femme. En quittant un homme qui avait le droit de le vouer au mépris général, il fut heureux de découvrir qu'il gardait sa place dans une âme droite, indulgente, et qu'à défaut de la confiance qu'il avait mérité de perdre, il trouvait au moins un dévouement absolu.

Il se cramponna à cette vie intime dont il devait pour la première fois les tendresses et les générosités, et quand il reçut Monbergier, ce fut presque en adversaire. Celui-ci comprit quelle influence avait subie Lucien. Il le laissa expliquer ses motifs, offrir des sommes progressives, s'embrouiller dans les fils de sa logique, puis il reprit un à un ses arguments, les rétorqua, les réduisit à néant par le sarcasme quand il ne put le faire par des raisons, rétablit la question de la presse, la montra bédonnant de tout, depuis les fausses nouvelles politiques jusqu'aux inventions chimériques et aux combinaisons folles de la commandite. Il éblouit Lucien de promesses, l'étourdit par son esprit aigu, tranchant, rejeta vivement dans l'ombre cette jeune femme qui s'était mesallée à lui par dévouement pour son père, raila son attendrissement, ridiculisa ses scrupules, et moitié par l'influence de son intelligence prismatique doublée de tous les sentiments mauvais, moitié par la peur, il amena le banquier à signer un traité par lequel lui, Lucien Rumiard, s'obligeait à faire l'acquisition du *Progressiste* et à en

confier la responsabilité littéraire à M. Jean de Falais.

Le banquier tint la parole écrite. Le *Progressiste*, tombé en discrédit, fut abandonné pour 150,000 francs, et l'on annonça aux abonnés qu'il changeait à la fois de propriétaire et de rédacteurs. Comme Jean de Falais voulait prendre ses mesures et ne rien donner au hasard, il passa trois semaines entières à chercher quels hommes représenteraient la politique, l'économie sociale, les idées religieuses, le feuilleton, le bulletin financier et la chronique de la nouvelle feuille.

Jean de Falais ne faisait aucun doute sur l'acceptation de ses offres par ceux qu'il s'était à l'avance désignés. Mais à la suite de ces mots : ARTICLES RELIGIEUX, Gabriel Lefevre, le rédacteur en chef ajouta : — esprit droit, conduite exempte de reproche, pauvre frère, nulle tâche dans le passé, point de passion dans le présent : — difficile à séduire.

Et c'était la difficulté de la tâche qui aiguillait ce désir de Jean de Falais de s'attacher cet homme honnête, pauvre, pur, qui lutait avec sa plume contre les égarements de la pensée, et par son exemple contre les faciles entraînements de ses collègues dans les lettres.

Jean de Falais avait raison, Gabriel eût été pour lui une acquisition précieuse.

D'abord sa désertion du parti catholique n'eût point manqué de faire du bruit, ensuite le talent de ce jeune hom-

me était de ceux qui promettaient beaucoup. Lorsque Jean de Falais prononça son nom devant des gens sérieux, tous s'accordèrent pour rendre justice qu'on ne devait point compter rallier l'ardent jeune homme sous un drapeau de révolutionnaire.

Ce serait trop facile, vraiment, de n'enrôler que des gens convaincus! s'écria le rédacteur en chef du *Progressiste*. Nous voulons une plume hardie, mordante, un esprit fin, paradoxal, un homme qui manie l'ironie en maître, et la langue en écrivain; il ne viendra pas nous demander une place, nous allons lui en offrir une.

— Il la refusera.

— Jusqu'à ce qu'on double les appointements.

— Quel homme corrompu vous faites! s'écria un des interlocuteurs de Jean de Falais; vous ne croyez donc à rien?

— Pardonnez-moi, je crois à l'argent.

— Rien qu'à cela?

— Pas à autre chose!

— C'est inconvenant, ma parole d'honneur; pensez-le, mais ne le dites pas!

— Pourquoi? parce que vous avez changé trois fois d'opinions politiques; légitimiste sous les Bourbons; républicain du lendemain à l'heure où les littérateurs se contentaient d'être les ouvriers de la pensée; retournant votre drapeau ou faisant varier, suivant la situation,

es rubans de votre boutonnière: si l'on peut avoir diverses opinions politiques, n'en peut-il être autant des opinions religieuses? Nous finirons bien par trouver le côté sensible du cœur d'un garçon de vingt ans.

— Je ne dirai pas que je le souhaite, mais je serai curieux de le voir.

— Vous saurez avant quinze jours le résultat de mes démarches. Demain, je me mets en campagne.

Et Jean de Falais allait, en effet, commencer immédiatement sa série de visites chez ceux qui devaient apporter leur pierre de scandale à l'œuvre commencée.

Même avant l'apparition du *Progressiste* sous sa forme nouvelle, de nombreuses adhésions arrivèrent au bureau renouvelé. L'esprit de lutte, le besoin d'opposition se manifestent toujours chez le plus civilisé des peuples et dans la plus civilisée des villes. Cela prouve incontestablement une maladie morale des âmes, une déviation des consciences. On est arrivé à préférer souvent le désordre à l'ordre, le poison aux aliments sains. Tout ce qui fait tapage, combat les idées reçues, attaque les choses saintes, trouve des partisans dans les bas-fonds de la société, et ce mot est loin de ne comporter que des gens placés sur un degré infime de l'échelle sociale.

Un succès mauvais, mais un succès réel, attendait donc Jean et ceux qui